



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES ET RHÔNE

Division Immobilier - Sécurité - Gestion des grands sites
3, rue de la Charité
69268 LYON CEDEX 02

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

OBJET DU MARCHE

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché à bons de commande mono-attributaire, d'un montant minimum de 50 000 € HT, portant sur des opérations de petite et moyenne importance de rénovation et d'aménagement de bureaux sur des sites rattachés à la Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne – Rhône-Alpes et Rhône.

Marché passé selon la procédure adaptée

En application de l'article R.2123.1 du Code de la Commande Publique.

Le présent CCAP comprend 13 feuillets numérotés de 1 à 13

SOMMAIRE

ARTICLE 1 ^{er} – OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET LIEUX D'EXÉCUTION.....	p.4
ARTICLE 2 – CONTRÔLE TECHNIQUE	p.5
ARTICLE 3 – COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.....	p.5
ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE CONSULTATION.....	p.5
ARTICLE 5 – FORME ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	p.5
5.1 <i>Forme du marché</i>	p.5
5-2 – <i>Durée du marché</i>	p.5
5.3 – <i>Durée d'exécution des bons de commande</i>	p.5
ARTICLE 6- PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	p.5
ARTICLE 7- MODE DE PASSATION DES COMMANDES	p.6
7.1 <i>Établissement des bons de commande</i>	p.6
ARTICLE 8- FORMES ET CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	p.6
8.1- <i>Contenu des prix du marché</i>	p.6
8.2 <i>Contenu des prix hors marché</i>	p.7
8.3- <i>TVA</i>	p.7
8.4- <i>Actualisation</i>	p.8
8.4.1 <i>Choix des index</i>	p.8
8.4.2- <i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	p.8
8.4.3 <i>Modalités d'actualisation des prix</i>	p.8
ARTICLE 9 DÉLAIS D'EXÉCUTION, PÉNALITÉS, MESURES COERCITIVES.....	p.8
9.1 - <i>Délais d'exécution des travaux</i>	p.8
9.2 – <i>Modification et/ou prorogation du délai d'exécution</i>	p.8
9.3 - <i>Mesures coercitives</i>	p.9
9.3.1 <i>Travaux prévus dans le marché</i>	p.9
ARTICLE 10 - RETENUE DE GARANTIE	p.9
ARTICLE 11 – AVANCE	p.9
ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	p.9
ARTICLE 13 - PRÉPARATION, APPROVISIONNEMENTS ET PLANS D'EXÉCUTION	p.10
13.1 - <i>Période de préparation</i>	p.10
13.2 – <i>Approvisionnement</i>	p.10
13.3 - <i>Plans d'exécution</i>	p.11

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS A L'ÉGARD DE LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS, DU STATUT DES PERSONNELS DE CHANTIER ET DE LEUR ACCÈS AUX ZONES DE TRAVAUX.....	p.11
14.1- <i>Plan de prévention</i>	p.11
14.2.- <i>Statut du personnel présent sur le chantier</i>	p.11
14.3 - <i>Accès aux zones sécurisées par un système de contrôle d'accès</i>	p.11
ARTICLE 17 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	p.11
15.1 - <i>Essais et contrôles des ouvrages</i>	p.11
15.2 – <i>Réception</i>	p.11
15.3 - <i>Délais de garantie</i>	p.11
15.4- <i>Garanties particulières</i>	p.12
ARTICLE 16 – ASSURANCES	p.12
ARTICLE 17- PÉNALITÉS	p.12
ARTICLE 18 – RÉSILIATION	p.13
ARTICLE 19 – LITIGES	p.13

ARTICLE 1er – OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET LIEUX D'EXÉCUTION

La Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne – Rhône-Alpes et du département du Rhône (DRFIP 69) envisage de rénover et d'aménager les bureaux qu'elle occupe ainsi que leurs accès (halls, couloirs, escaliers, toilettes).

Elle va ainsi devoir faire exécuter, suivant ses besoins, les travaux suivants:

- Démolition et/ou fourniture et pose et/ou reprise (diminution ou augmentation) de cloisons de distribution en plaque de plâtre et ou en brique.
- démontage soigneux de cloisons en double panneau de placoplâtre de 13 mm revêtu d'un parement décoratif (y compris ossature en aluminium et systèmes de fixation, laine de verre de 45 mm et couvre joints), de blocs portes à âme pleine stratifiée 2 faces, de fermes portes, de butés de portes et d'impostes ; ces matériaux seront laissés à la disposition du maître d'ouvrage qui indiquera à l'entrepreneur, au moment des travaux, le lieu (sur site) où il devra les stocker ,
- démontage soigneux de cloisons vitrées sur allège (hauteur de l'allège 1100 mm par rapport au sol) ou de cloisons vitrées toute hauteur (hauteur maximum de 2720 mm) y compris ossature, système de fixation, blocs portes et accessoires définis ci-dessus ; ces matériaux seront laissés à la disposition du maître d'ouvrage qui indiquera à l'entrepreneur, au moment des travaux, le lieu (sur site) où il devra les stocker ,
- mise en peinture de murs intérieurs, tuyauteries en acier ou cuivre, radiateurs de chauffage central (fonte et acier), capots de protection de radiateurs de chauffage central, portes en bois ou en stratifié (communication et placards muraux), encadrements des portes, plinthes en bois,
- pose/dépose/reprise de faux plafonds suspendus en dalles minérales ou laine de roche,
- pose/dépose de portes en bois pour les communications intérieures et de plinthes en bois.

Les lieux d'exécution sont récapitulés en annexe du CCTP.

Le nombre de sites d'intervention est susceptible d'évoluer à la hausse ou à la baisse durant le marché, dans les limites du département du Rhône.

Les modifications à la hausse ou à la baisse ne feront pas l'objet d'avenant.

L'entrepreneur en sera avisé par courriel avec accusé de réception.

Il est précisé que ce marché concerne des travaux estimés à 50 000 € minimum par bon de commande, engagées essentiellement dans le cadre de l'entretien régulier des locaux (notamment pour les travaux de peinture) et dans celui de la restructuration d'espaces de travail lorsque le gros œuvre n'est pas affecté par les modifications envisagées (notamment pour les travaux de cloisonnement et décroisonnement et ceux qui en découlent dans le cadre du présent marché). Les travaux seront susceptibles d'être réalisés le samedi dimanche, jour férié ou la nuit afin de limiter les nuisances en site occupé.

L'administration se réserve ainsi la possibilité de traiter sur appel d'offres ou après consultation pour des opérations particulières et/ou importantes.

ARTICLE 2 – CONTRÔLE TECHNIQUE

Les vérifications techniques avant la mise en service seront effectuées, le cas échéant, par un bureau de contrôle agréé.

ARTICLE 3 – COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Compte tenu du contexte d'intervention en milieu occupé, pour la plupart des opérations, les dispositions du décret 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996 (TRAVAIL) s'appliquent.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé qui assurera sa mission dans le cadre du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE CONSULTATION

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée visée à l'article R.2123.1 du CCP.

ARTICLE 5 – FORME ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Forme du marché

Le présent marché est un marché à bon de commandes mono attributaire.

Il sera exécuté au fur et à mesure du besoin à satisfaire.

5-2 – Durée du marché

Le marché public est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2025.

Il est reconductible trois fois, par décision expresse annuelle sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire peut faire part au pouvoir adjudicateur, trois mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se dégager du contrat, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

5.3 – Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande émis, fixeront les délais d'exécution des travaux commandés.

Ces délais de réalisation incluent une période de préparation du chantier.

ARTICLE 6- PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. L'acte d'engagement et le bordereau de prix unitaires
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. -Travaux),

ARTICLE 7- MODE DE PASSATION DES COMMANDES

Les développements qui suivent se rapportent à l'établissement en tant que tel des bons de commande par la DRFIP.

Il est précisé qu'il convient de se rapporter au C.C.T.P. (paragraphe 4.1.2.1 et suivants) pour connaître les différentes dispositions antérieures à l'établissement des bons de commande (demandes d'intervention de l'entreprise, délais, visites des chantiers, états des lieux et réserves techniques émises, devis...).

7.1 Établissement des bons de commande

Les prestations font l'objet de bons de commande établis par la Division Immobilier - Sécurité – Gestion des grands sites, en fonction de la survenance des besoins. Ils seront systématiquement établis en fonction d'un devis estimatif qui devra cerner d'aussi près que possible la réalité des travaux demandés ; ils comportent les mentions suivantes :

- le nom de l'entreprise,
- les références du devis établi par le titulaire pour les prestations commandées,
- l'adresse du lieu d'exécution des travaux,
- le numéro du bon de commande,
- le montant total de la commande hors taxe et toutes taxes comprises,
- les coordonnées du donneur d'ordre,
- l'adresse de la facturation.

Les bons de commande passés en exécution du marché peuvent être émis jusqu'au dernier jour de sa validité.

ARTICLE 8- FORMES ET CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

8.1- Contenu des prix du marché

L'offre de prix tiendra compte que les travaux se dérouleront, en principe, du lundi au vendredi 8H-18H.

Selon les besoins, il pourra être demandé à l'entreprise de travailler en horaires décalés de 18H du jour J à 8H le lendemain ainsi que le samedi ou le dimanche et jours fériés de 8H-18H.

L'offre devra tenir compte des contraintes ci-dessus.

Les prestations du présent marché sont traitées à prix unitaires tels qu'ils figurent dans le bordereau de prix unitaires.

Les prix du bordereau sont établis en tenant compte :

- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux,
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements,
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les accès à la zone de chantier, de baliser les cheminements pour l'accès du chantier, de délimiter les zones d'intervention du chantier,
- des dépenses de réparation et remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés,
- des dépenses liées à l'évacuation journalière des gravats, des emballages ou conditionnements des fournitures,

- des frais d'établissements des devis, factures ou mémoires,
- de la fourniture des matériaux et matériels décrits dans chaque article,
- des chutes de matériaux liées à leur mise en œuvre qui ne seront pas comptées en facturation,
- de la fourniture des petits matériels non décrits explicitement dans les articles du bordereau et nécessaires à la réalisation des travaux,
- des déplacements et frais de stationnement,
- des interventions par tous moyens réglementaires jusqu'à 4m de hauteur (plate-forme de travail, etc...),
- de toutes sujétions inhérentes à l'exécution des ouvrages ainsi que celles liées à l'amenée à pied d'œuvre des matériaux et matériels depuis le magasin central ou de proximité ou d'un des sites susmentionnés,
- de la prise en charge par le maître d'ouvrage des consommations d'eau et d'électricité,
- des dépenses liées au respect de la réglementation en matière d'hygiène de sécurité et de prévention,
- des frais et sujétions découlant des exigences techniques des divers organismes de sécurité et de vérification,
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que nettoyage final de la zone d'exécution.

En outre, l'entrepreneur, titulaire du marché, prendra à sa charge les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :

- l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Les prix figurant au bordereau unitaire pourront être actualisés selon les modalités décrites au paragraphe 8.4 du présent C.C.A.P.

8.2 Contenu des prix hors marché (fournitures et poses non prévues en tant que telles au marché)

L'entrepreneur sera contacté selon les modalités définies au paragraphe 4.1.2.1 du C.C.T.P.

Les prix des devis seront établis comme suit, remarque étant faite que ces dispositions dérogent à celles visées à l'article 14 du C.C.A.G TRAVAUX.

1°) application aux prix d'achat HT des matériaux et fournitures, remises déduites, du coefficient porté par l'entrepreneur sur le bordereau de prix ; à l'appui des devis qu'il établira, l'entrepreneur devant justifier de ses prix d'achat par la production d'un extrait des catalogues fournisseurs faisant apparaître les prix des matériels qu'il mettra en œuvre.

2°) application au temps passé pour la mise en œuvre des dites fournitures du tarif horaire HT porté par l'entrepreneur sur le bordereau de prix ; le nombre d'heures sera porté dans le devis.

Il est fait remarquer que certains devis pourront ne pas faire l'objet d'une commande. Dans ce cas, les travaux projetés ne seront pas exécutés et l'entrepreneur ne pourra prétendre à rémunération pour établissement de devis.

8.3- TVA

Le taux de TVA des factures afférentes au présent marché est celui applicable au moment de l'établissement desdites factures. Le cas échéant, une variation du taux de TVA pendant la réalisation du présent marché sera appliquée sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

8.4- Révision des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux, tant à la hausse qu'à la baisse, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

8.4.1 Choix des index

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix sont :

Index	Désignation
BT 08	Plâtres et préfabriqués
BT 11	Revêtement en textiles synthétiques
BT 46	Peinture, tenture, revêtements muraux

Ces index sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE,
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP,

8.4.2- Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **juillet 2025**.

Ce mois est appelé **Mo** « mois zéro ».

8.4.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché suivant les modalités fixées ci-après.

Formule :

$$P_n = P_{n-1}(0,15 + 0,85 \times (0,35 \times BT_{08n}/BT_{080} + 0,35 \times BT_{46n}/BT_{460} + 0,30 \times BT_{11n}/BT_{110}))$$

P_n = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

P_{n-1} = Prix révisé pour la période annuelle N-1

BT_n = dernier indice BT connu au mois de la révision

BT_0 ou $n-1$ = dernier indice BT connu au mois zéro

La périodicité de révision suit la périodicité du renouvellement du marché.

ARTICLE 9 DÉLAIS D'EXÉCUTION, PÉNALITÉS, MESURES COERCITIVES

9.1 - Délais d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés, opération par opération, **sous couvert d'un bon de commande**.

Le délai d'exécution des travaux comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

La période de préparation est comprise dans les délais d'exécution des travaux portés dans le bon de commande. Elle est de sept (7) jours maximum.

Durant cette période de préparation, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre ou d'ouvrage la liste nominative de tous les salariés la concernant amenés à intervenir sur le chantier

Le délai d'approvisionnement ne pourra être opposé par le titulaire au délai d'exécution fixé dans la commande.

9.2 – Modification et/ou prorogation du délai d'exécution

La durée d'exécution et la date de démarrage des travaux pourront être modifiées en accord avec l'entrepreneur ou en cas d'urgence.

9.3 -Mesures coercitives

9.3.1 Travaux prévus dans le marché

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra notifier à l'entrepreneur une décision écrite le mettant en demeure de terminer les travaux au plus tard dans le délai fixé dans la décision.

Si l'entrepreneur n'a pas déféré à la mise en demeure, les travaux pourront être confiés à une autre entreprise aux frais et risques de l'entrepreneur conformément à l'article 49 du C.C.A.G. Travaux. Par ailleurs, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra également décider la résiliation du marché.

ARTICLE 10 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire est dispensé de retenue de garantie.

ARTICLE 11 - AVANCE

En application des articles R 2191.3 à R 2191.12 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée pour chaque bon de commande si celui-ci est égal ou supérieur à 50 000 € HT.

Toutefois, cette obligation ne s'impose que si le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois. Le montant minimum de l'avance est fixé à 5 % jusqu'à 30 %. Il est déterminé à 20 % pour les PME.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant minimum.

Le titulaire peut renoncer expressément au versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Il n'est appliqué aucune variation de prix sur l'avance.

Il est ajouté qu'aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Le délai de paiement de l'avance est de 30 jours à compter de la date d'envoi du bon de commande. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable assignataire.

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 10 du CCAG travaux de 1^{er} avril 2021.

Les factures comportent les mentions obligatoires conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des impôts et au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2019 modifié par décret n°2024-1195 du 21 décembre 2024 – art. 1 relatif au développement de la facturation électronique. Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- La référence du marché
- Le code du service exécutant indiqué dans le bon de commande.

- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande.
- La désignation explicite des fournitures facturées (produits concernés, numéro du devis, signé par un représentant du titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur).
- La date de livraison.
- Les coordonnées bancaires.
- Les prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

Les paiements sont effectués par virement administratif au compte du titulaire.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- Ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique.
- Décret n°2018-1075 du 03/12/2018 relatif au développement de la facturation électronique.
- Arrêté du 09/12/2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures doivent être saisies directement ou déposées au format pdf sur le portail « Chorus Factures » via votre espace personnel.

Vous trouverez toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sur le site <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>.

À noter que pour le traitement de vos factures dématérialisées, il sera impératif de faire figurer lors de la saisie ou du dépôt d'une facture sur le portail « Chorus Factures » :

- le numéro d'engagement juridique sur 10 caractères (référence interne de la commande ou du marché) : XXXXXXXXXXXX ;
- le numéro du service exécutant sur 10 caractères (service de l'État en charge du traitement de votre facture) : CGF0000069

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro.

À compter du 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises ont l'obligation de transmettre leurs factures sous forme électronique conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitées.

Le paiement sera effectué dans les conditions prévues par *l'article 183 du décret 2016-360 et l'article 19 du décret 2013-269 du 29 mars 2013* étant précisé que le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires décomptés en application du *décret 2013-269 du 29 mars 2013*. (Soit taux BCE + 8 points).

ARTICLE 13 - PRÉPARATION, APPROVISIONNEMENTS ET PLANS D'EXÉCUTION

13.1 - Période de préparation

Durant cette période, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre la liste nominative de tous les salariés amenés à intervenir sur le chantier.

À tout moment, toute personne de l'entreprise doit pouvoir attester auprès du maître d'ouvrage de son statut de salarié de ladite entreprise.

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est fixé une période de préparation prévisionnelle de **1 mois** compris dans le délai global d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage des travaux.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

La liste de l'ensemble des documents à fournir lors de la période de préparation est indiquée dans le CCTP et le cahier des charges fonctionnel.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

Par les soins du maître d'œuvre et en concertation avec la maîtrise d'ouvrage

- Délivrance des autorisations d'accès au site ;
- Désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- Moyens et installations mis à disposition ;
- Approbation du calendrier détaillé d'exécution ;

Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des documents énumérés dans le CCTP et le cahier des charges fonctionnel ;
- Réalisation de la déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T) dans les délais nécessaires à l'intervention de l'entreprise et/ou de ses sous-traitants, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 28.2.2 dernier alinéa du C.C.A.G.-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) expresse du maître d'œuvre.

13.2 – Approvisionnements

L'entreprise devra assurer ses approvisionnements ; le transport et la manutention des matériels seront assurées par ses soins. Celle-ci se dotera des matériels de transport nécessaires à la bonne livraison des marchandises, en conformité avec la réglementation en vigueur.

Après exécution des ouvrages, les excédents de matériels (matériel neuf non utilisé mais compris dans le devis) seront conservés par le maître d'ouvrage sauf indication contraire qu'il donnerait au titulaire.

En revanche, tous les matériaux et produits entamés (plâtres, découpes de plaques de plâtre et de dalles de faux plafonds, ossatures métalliques, bandes armées et à joints, peintures...) seront systématiquement remmenés par l'entreprise.

13.3 - Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'ouvrage et remis sans frais à l'entrepreneur au cours de la visite de la zone de travaux.

Si le maître d'ouvrage et/ou l'entrepreneur ont des réserves à émettre et/ou s'ils ne sont pas d'accord sur le chiffrage des surfaces ou des unités d'œuvre, il est précisé qu'il convient de se rapporter aux paragraphes 4.1.2.1 et suivants du C.C.T.P qui détaillent le mode opératoire précis à suivre.

Conformément à l'article 31-1 du C.C.A G Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

La signalisation de chantier doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS A L'ÉGARD DE LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS, DU STATUT DES PERSONNELS DE CHANTIER ET DE LEUR ACCÈS AUX ZONES DE TRAVAUX

14.1- Plan de prévention

Le cas échéant, l'entrepreneur devra fournir au maître d'ouvrage tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Afin de prévenir tout risque d'accident, le responsable habilité de l'entrepreneur s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise présents sur le chantier.

14.2.- Statut du personnel présent sur le chantier

Afin d'éviter tout travail clandestin ou toute sous-traitance occulte, le responsable de l'entreprise devra fournir au maître d'ouvrage, avant démarrage des travaux, la liste nominative à jour de tous ses salariés amenés à intervenir sur le chantier, en précisant la personne responsable du chantier.

14.3 - Accès aux zones sécurisées par un système de contrôle d'accès

Si besoin, le gestionnaire du site d'exécution des travaux remettra, chaque jour d'intervention, au responsable désigné du chantier, une carte magnétique numérotée permettant l'accès à la zone de travaux ; cette carte, conservée par le bénéficiaire, devra être restituée quotidiennement lors du départ du site.

Toute perte devra être immédiatement signalée, par oral, au gestionnaire et confirmée, par écrit, par le représentant légal de l'entreprise ; il lui sera alors remis un nouveau badge d'accès.

L'entrepreneur encourt, en cas de perte, sans qu'il ne lui soit envoyé de courrier spécifique, une pénalité de 50 € TTC.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER

11-1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En fin de travaux et afin de livrer les locaux en parfait état de propreté, l'entrepreneur procédera au nettoyage général de tous les locaux.

Sa prestation comprendra :

- Nettoyage de tous les ouvrages de menuiseries intérieures,
- Nettoyage des plinthes de toutes natures,
- Nettoyage des appareils, etc.
- Nettoyage des appareillages d'électricité,
- Nettoyage et vérification du fonctionnement des éléments de quincaillerie,
- Nettoyage de tous les ouvrages intérieurs :
 - menuiseries,
 - parements,
 - ventilation,
 - parements en tôle,
 - vitrage,
 - balayage de tous les locaux,
 - dépoussiérage général.

11-2 Clauses environnementales :

11-2-1 Déchet de chantier :

Gestion des déchets de chantier :

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du C.C.A.G - Travaux

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets conformément à ce qu'il aura présenté dans son offre. Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de justifier la traçabilité de ses déchets.

11-2-2 Chantiers propres :

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier ;

- Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux ;

- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier

11-3 Documents fournis après exécution :

Le titulaire remet au maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous, les éléments constitutifs du D.O.E. et les éléments nécessaires à l'établissement du D.I.U.O. qui le concerne.

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au moins 7 jours avant la réception des ouvrages.

ARTICLE 16 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

16.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les fascicules du C.C.T.G. ou le C.C.T.P., objet de la demande de prestations, sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du maître d'ouvrage.

16.2 - Réception

Par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G.- Travaux, la réception des prestations sera effectué en présence du maître de l'ouvrage et du titulaire.

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations, est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G. Travaux.

16.3 - Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date de la réception prononcée sans réserve.

16.4- Garanties particulières

Pour certains ouvrages ou matériels, il pourra être demandé à l'entrepreneur de préciser la durée particulière du délai de garantie.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

17.1 - Par dérogation à l'article 8 du C.C.A.G.- Travaux, l'entrepreneur, ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, en fournissant l'original de leur attestation qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux,

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du code civil au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation, et la procédure de mise à jour des primes.

Sur demande du maître de l'ouvrage, il devra en outre fournir dans les plus brefs délais, copie du ou des contrats d'assurances afférents.

En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

16.2- Au renouvellement du marché, l'entrepreneur devra produire une nouvelle attestation établissant qu'il est bien couvert au même titre.

Nota : En cas de perte ou de vol sur un chantier, l'administration ne pourra être tenue pour responsable, même si un local a été mis à disposition de l'entreprise.

ARTICLE 18- PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19 du C.C.A.G. Travaux, l'entrepreneur subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de 150 euros HT.

A la fin des travaux, dans le cadre du délai d'exécution, l'entrepreneur devra procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi qui auront occupé le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entreprise après mise en demeure, par ordre de service, faute de quoi une pénalité de 150 euros HT par jour calendaire de retard sera appliquée.

Les pénalités sont appliquées indépendamment de la suppression du règlement de la prestation non exécutée.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

Indépendamment des modalités de résiliation visées aux articles 49, 50, 51, 52, 53 et 54 du C.C.A.G.- Travaux, si le montant des pénalités devaient excéder 30 % du montant annuel maximum du marché, ledit marché pourrait être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur.

En application de l'article R.2191-30 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-4, R. 2144-1 et R.2144-2 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 20 - LITIGES

En cas de différent, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable. A défaut le Tribunal Administratif de Lyon est seul compétent.